



LES FEMMES EN EUROPE

UNE CITOYENNETÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Alisa DEL RE¹

Professeure émérite en sciences politiques, Université de Padoue

Devant la loi tous les citoyens étaient égaux, mais tous, naturellement, n'étaient pas citoyens. Robert Musil²

S'il est déjà compliqué d'imaginer une citoyenneté européenne commune aux deux sexes, vu les différences existant entre hommes et femmes dans tous les pays d'Europe en termes de jouissance de droits, il est plus difficile encore d'envisager la réalisation d'une citoyenneté européenne pour les femmes, étant donné la disparité qui existe entre les citoyennes d'un pays par rapport à celles d'un autre³. En outre, à ce tableau s'ajoutent aujourd'hui d'autres formes de différences, celle, par exemple, entre migrants et natifs, ainsi que la montée du racisme au sein de la société. L'analyse de l'Europe comme construction culturelle en progrès – même si elle est en crise, ou plutôt parce qu'elle est en crise – permet d'observer et d'interpréter les dynamiques discursives de la globalisation dans le champ social. Au travers de celles-ci émerge la citoyenneté comme « terrain » de conflits, dans lesquels se croisent des droits définis aux niveaux supranational, national et local, et dans lesquels s'affrontent des formes de pouvoir, d'autorité et de droits, tant centralisées que délocalisées⁴.

COMMENT SE DÉFINIT AUJOURD'HUI LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ?

La citoyenneté européenne contient deux composantes fondamentales : la citoyenneté nationale et la condition du travailleur salarié. Il faut tout d'abord préciser que, depuis 1789, le concept de citoyenneté comme conteneur des droits des citoyens se superpose à celui de nationalité. Il y a un amalgame entre citoyenneté, qui est une institution juridique, et nationalité, qui est une notion socio culturelle : les deux concepts sont utilisés comme synonymes tant que ne se manifeste pas une prédominance de la citoyenneté comprise comme appartenance contre la citoyenneté conteneur de droits. Une lecture de genre soulève un curieux paradoxe : pendant longtemps, les membres reconnus d'une nation n'ont pas été des citoyens jouissant de l'entièreté de leurs droits. Les femmes et les hommes ont été considérés égaux en tant que citoyens nationaux, mais différents en tant que titulaires de droits. Ce qui entrave la liberté et la citoyenneté des

femmes n'est pas un héritage archaïque du passé, une série d'obstacles et de retards à faire disparaître, mais se trouve véritablement dans l'acte fondateur de la modernité : le pacte social qui s'est construit avec la Révolution française.

La modernité établit la figure de l'individu et du citoyen sur le genre masculin et l'étend à la notion même d'humanité sur laquelle elle prétend baser l'universalisme des formes politiques. Par exemple, les femmes ont été pendant longtemps exclues de la politique non tellement par condition que par essence, pour ce qu'elles sont : « l'autre et l'ailleurs » de l'homme⁵. Se trouve ainsi infirmée la possibilité de décliner l'égalité et la citoyenneté, sans inclusion/exclusion, à l'intérieur des différences. L'idée qu'un individu soit titulaire des droits de citoyenneté en Europe y compris dans son lieu de résidence est un discours qui est né et a été produit dans et par le monde du travail, qui revendique le statut de travailleur comme condition de légitimation des droits de citoyenneté.

Cependant, au niveau de l'Union européenne, pour jouir des droits sociaux et du travail dans le pays où l'on séjourne il n'est pas suffisant d'être résident et de payer des taxes et des impôts – des exigences requises en général au niveau national – mais il est aussi nécessaire d'être citoyen d'un État-membre⁶. Le critère de la résidence est donc encore largement subordonné au critère de la nationalité ; de fait, aux travailleurs migrants non-communautaires résidant sur le territoire communautaire, ne sont pas reconnues les mêmes libertés de circulation et d'accès à l'État providence qu'aux migrants de l'intérieur⁷.

Les problématiques inhérentes à la relation entre citoyenneté et migration, ou entre citoyenneté et genre, s'avèrent intimement liées, de sorte que l'on ne peut censément parler d'aucune des dimensions classiques de la citoyenneté (droits politiques, civils, sociaux ou dits « de quatrième génération », comme par exemple les droits écologiques – contre la pollution, le réchauffement climatique, etc.) sans tenir compte

de leur intersection avec les dynamiques migratoires et avec le genre. Cette approche utilise le concept de citoyenneté en termes marshalliens, comme *cadre* et en même temps comme « paquet » plus ou moins intégré de protections juridiques, de titres d'accès, ainsi que de modalités et de moyens de jouissance des droits⁸. Ceux-ci sont envisageables, soit objectivement, comme « constitution » du citoyen européen, soit subjectivement comme conditions variables et stratifiées de sa possible reconnaissance comme agent dans la sphère publique. Mais ainsi se réalise ce court-circuit entre citoyenneté européenne et citoyenneté nationale, qui donne lieu à une extrême variation de situations sur le territoire de l'Union. Si, de fait, les institutions européennes n'ont pas la possibilité d'interférer dans les modalités d'acquisition de la citoyenneté nationale, les États membres sont libres de modifier selon les opportunités politiques les lois sur la citoyenneté, ce qui aura à son tour des effets sur la citoyenneté européenne⁹.

Par ailleurs, la citoyenneté européenne n'est pas seulement liée par sa naissance et sa constitution aux impératifs universalistes d'égalité proclamés par la Révolution française, et à ses idéaux qui ne reconnaissent aucune différence, mais également à la possibilité, à la qualité et à la définition du travail. Pour l'homme de Marx aussi, le travail est ce qui lui permet d'exister. Les études féministes marxistes ont relevé une série de contradictions dans la définition du travail des femmes dans une société dans laquelle le travail construit l'identité et contribue à donner corps à la citoyenneté, études qui ont donné à la notion de citoyenneté une perspective nouvelle. Dissociée de la question du travail, la citoyenneté féminine est encore quasiment un oxymore, car les femmes ne semblent pas encore être des sujets politiques à part entière, même si plus récemment leur citoyenneté s'est vue formellement reconnue, mais non pleinement exprimée¹⁰.

Aujourd'hui, la citoyenneté des droits en Europe, en particulier en ce qui concerne les droits sociaux, s'articule essentiellement autour de la définition du citoyen en tant que travailleur, ce qui va entrer en conflit non seulement avec les citoyens victimes de la crise, chômeurs, travailleurs précaires ou au noir, mais aussi, à nouveau, avec la dimension sexuée de la définition du citoyen, parce que les femmes sont, sta-

tistiquement, les « citoyennes » les moins définies comme « travailleuses ». Des traités de Rome, avec la parité salariale, à la charte de Nice, aujourd'hui remplacée par le traité de Lisbonne, le seul citoyen qui peut circuler en Europe en se prévalant de droits dans chaque État où il réside est le travailleur – dans la majorité des cas un homme – et pour des droits découlant précisément de ce statut de travailleur.

Il y a environ dix ans un groupe de juristes, d'avocates, de syndicalistes et de journalistes françaises firent une proposition relative aux droits de citoyenneté des femmes en Europe. *Choisir la cause des femmes*, avec le projet *La Clause de l'Européenne la plus favorisée*, a tenté de définir un ensemble législatif constitué des meilleures lois existant dans l'Union, qui concernerait toutes les femmes parce qu'il s'appliquerait à toutes les citoyennes européennes¹¹.

Est-il envisageable aujourd'hui de mettre en œuvre ce projet ? Pourrions-nous le considérer comme un projet valable ? C'est un projet qui part de ce qui existe (notamment l'exclusion *a priori* celles qui ne sont pas – ou pas encore – citoyennes, c'est-à-dire les migrantes), et part dès lors des pouvoirs souverains de chaque État de fixer les lois qui règlent la vie des citoyens et des citoyennes, comme de ceux qui ne sont pas citoyens mais qui résident dans les différents États. Le changement envisagé n'est pas radical, il représente seulement ce que, au mieux, offrent les actuelles démocraties nationales, et ne changera pas de manière décisive la condition des femmes qui aujourd'hui jouissent encore dans différents États d'une citoyenneté de seconde zone si on la compare avec la version masculine de la citoyenneté. Je pense en revanche qu'il est nécessaire de partir des conditions subjectives des femmes en Europe, quelle que soit leur condition juridique, en analysant l'un des éléments constitutifs de la citoyenneté européenne : le travail, le travail des femmes.

COMMENT PEUT-ON ARTICULER LA CITOYENNETÉ D'UN POINT DE VUE DE GENRE ?

Au vu de ce qui précède, c'est-à-dire que la condition de travailleur est fondatrice de la citoyenneté européenne, la première question qu'il faut se poser est : qu'est-ce que le travail des femmes, comment pourrions-nous le définir ?

LE TRAVAIL SALARIÉ DES FEMMES

En premier lieu, selon les définitions traditionnelles du travail, c'est-à-dire le travail salarié, il s'agit de voir quand, comment et où les femmes travaillent¹². Le dernier rapport du European Trade Union Institute (ETUI)¹³ souligne que, parmi les pays de l'Union européenne, l'Italie, avec une différence de 18 % entre les taux d'occupation des femmes et des hommes, est actuellement la seconde après Malte (24,5 %) et est suivie directement par la Grèce (17,7 %). Les pays dans lesquels cette différence est le plus proche de zéro sont la Lituanie, la Suède, la Lettonie et la Finlande. Le rapport remarque en outre que les pays où la différence de taux d'emploi est la plus grande ont aussi les taux d'occupation des femmes les plus bas.

Mais quand on parle de travail salarié, il ne s'agit pas seulement de définir combien de femmes travaillent, mais aussi d'analyser la qualité du travail, qui est une dimension analytique transversale et complémentaire du profil du marché. En examinant les chances pour les femmes et les hommes d'exercer un bon travail, il apparaît que les femmes rencontrent des handicaps majeurs par rapport aux hommes¹⁴.

Un certain nombre de preuves empiriques dans les études développées en Italie par l'*Istituto nazionale per le analisi delle politiche* (Inapp)¹⁵ montrent l'existence de profils différents entre les hommes et les femmes quant aux critères qui définissent un travail de qualité. Les femmes qui travaillent sont pénalisées par rapport aux hommes en termes d'autonomie (moins de possibilités de déterminer l'intensité, les modalités et les conditions de leur travail), en matière économique (rétributions réduites, stabilité économique plus faible, précarité accrue), par rapport la complexité du travail accompli (moindres possibilités de carrière et de participer à des activités formatives *on the job*, plus grande incohérence entre les formations et le poste de travail concerné), et enfin pour ce qui est du contrôle de leur travail (moindre possibilité de participer aux processus décisionnels et de donner des directives pour améliorer l'organisation du travail et les processus de production).

Il semble que la conciliation entre vie professionnelle et vie privée soit une prérogative exclusivement féminine ; les femmes renoncent fréquemment à suivre des parcours professionnels contraignants, qui

requièrent un investissement important autant en termes de temps que de responsabilité. Un symptôme évident d'un tel mécanisme est la proportion élevée de travail à temps partiel exécuté par les femmes, y compris de manière volontaire. C'est indubitablement quelque chose qui en parallèle ou en amont du travail salarié freine un investissement important sur la qualité du travail.

LE TRAVAIL REPRODUCTIF

Et maintenant, affrontons le non-dit ou, si l'on veut, l'implicite : il est difficile de parler de travail en relation avec la citoyenneté des femmes si l'on ne considère pas le travail reproductif, traditionnellement attaché au sexe féminin.

En effet, les féministes matérialistes radicales des années 1970 ont défini comme « travail » cette activité gratuite de reproduction des individus et historiquement attribuée aux femmes (aux « rôles féminins »)¹⁶.

Cette réflexion du siècle dernier s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui, y compris au sein des grèves du mouvement *Non Una Di Meno* (NUDM), grèves qui ont associé travail productif et travail reproductif. Et c'est surtout l'analyse féministe de la nature du « travail domestique » qui a été décisive, la séparation qui en a été faite d'avec la fonction essentialiste « naturelle » de la vulgate du patriarcat ancien et moderne, et la reconnaissance de cette fonction comme construction performative d'une société patriarcale¹⁷.

En présentant la famille comme une composante restée cachée de l'économie – comme lieu premier du travail reproductif nécessaire au travail productif et comme mécanisme au travers duquel les salaires sont distribués à certaines figures marginales ou sorties du marché du travail – les théories féministes ont montré que les sphères du travail et de la famille, loin d'être indépendantes l'une de l'autre, forment un *continuum*¹⁸. Le *care* semble être un monde à part, étranger au monde de la production ; mais, particulièrement aujourd'hui, où la production capitaliste a envahi toute la vie, et donc la reproduction, en en transférant ses caractéristiques dans les nouvelles « formes » de travail, il n'est pas possible de définir une frontière nette entre les deux secteurs. Ces secteurs sont connectés, bien qu'historiquement définis, et dans ceux-ci le capital hiérar-

chise et organise les activités humaines aux fins de sa propre reproduction. Ce lien se développe de deux manières : la première, la plus claire, est celle, déjà décrite, de la production directe de valeur, la seconde est celle dans laquelle les qualités du *care* comme producteur de valeur entrent dans le travail salarié de production de biens. En ce qui concerne l'identité sociale de la personne qui soigne, elle « est habituellement définie par rapport au rôle : familial (par exemple l'épouse, la mère, la fille), professionnel (par exemple une domestique, une infirmière), ou spécifique (par exemple une bénévole). Son évocation est généralement et habituellement féminine, de sorte que l'on peut affirmer que le genre est constitutif de l'identité sociale de la personne soignante »¹⁹.

Dans le néo-libéralisme, le travail du *care* féminin a été identifié comme le plus fonctionnel du *multi-tasking*, dominant aujourd'hui dans les filières des nouveaux marchés techno-informatiques et des services de la financiarisation transcontinentale. Il s'agirait du fameux facteur W, qui, ces dernières années, remplissait les articles financiers des grands journaux nationaux italiens, ou faisait partie des analyses de la *womenomics*²⁰. Dans ce cas, l'un des points forts de l'économie néo-libérale s'est caché derrière le bouleversement et la rationalisation capitaliste du travail de *care* des femmes, dans toute la dimension affective et sentimentale du don de soi que les femmes ont été obligées d'assumer à travers les siècles.

Il ne suffit donc pas de dire que le *care* fait partie de l'histoire des femmes, à moins de le réduire à une aptitude à exécuter un service « complexe » à disposition de tout qui veut en prendre possession. De ce point de vue, le mouvement *Niunamenos* argentin s'est forcé d'affronter une expérience inédite : *Nous sommes toutes des travailleuses (trabajadoras somos todas)*. Ce mouvement crée un terrain commun rompant avec la division historique entre travail de reproduction et travail de production de biens et de services. Il refuse la subordination systématique du travail des femmes, tant du travail gratuit que du travail salarié, payé toujours moins que celui des hommes et toujours moins satisfaisant. La violence du capital exige que le travail de reproduction reste invisible²¹. Mais quand, de nos jours, les besoins de la reproduction (la reproduction des personnes à des rigidités inévitables) exigent un choix entre travail

salarié et travail gratuit de reproduction, les conditions du néo-libéralisme arrivent difficilement à renvoyer les femmes à la maison : au contraire, à l'entrée de nombreuses femmes dans le marché du travail correspond l'entrée dans la sphère privée de travailleuses extérieures (souvent des migrantes), provoquant une hiérarchie de genre et des salaires réduits²².

Tel est donc le travail des femmes qui est constitutif de leur citoyenneté européenne : un travail sur le marché qui est dans la plupart des cas insatisfaisant et un travail de reproduction invisible, des travaux qui s'additionnent et qui souvent réduisent un salaire qui est déjà en lui-même inférieur aux moyennes du marché.

PARTIR DU TRAVAIL REPRODUCTIF POUR DÉFINIR LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE DES FEMMES ?

Il est incontestable qu'il s'agit d'un terrain difficile et souvent ambigu, qui pourrait faire penser à une « naturalisation » du travail domestique. Mais le fait est que ne pas l'affronter signifie en premier lieu rester aveugle face à la réalité des conditions matérielles des femmes. Et en second lieu, c'est ne pas prendre en considération ces transformations des conditions de travail, qui sont l'exploitation du travail reproductif et, pour tous les types de travaux, l'apparition de caractéristiques de gratuité à travers une disponibilité totale de son temps et de son attention, l'amour pour l'objet de son travail, l'empathie et autres aptitudes relationnelles, la solitude due à l'individualisation du travail et à la négociation individuelle au sein de celui-ci, des conditions qui peuvent difficilement être contractualisées. Par ailleurs, prendre en considération la reproduction comme un travail aura des conséquences pour toute la population, reproducteurs et reproduits, c'est-à-dire chacun·e de nous, qui avons des besoins incontournables.

Si nous voulons que la démocratie ait un visage concret et non formel, si nous voulons que la représentation que l'on se fait des femmes ne soit plus liée à leur appartenance à un noyau familial, si nous pensons que le corps du/de la citoyen·ne ne doit pas être indifférencié et en même temps indépendant de toute relation reproductive (comme dans le *De Cive* de Hobbes)²³, si nous considérons la citoyenneté féminine asymétrique et inachevée, en présence d'une hétéronomie (c'est-à-dire de

lois pensées par d'autres), nous devons commencer à prendre en considération la réalité des vies quotidiennes de chacune d'entre nous. La citoyenneté des femmes en Europe doit inclure la vie concrète de celles qui y habitent. En fait, comme le suggère Rita Segato²⁴, la manière féminine de faire de la politique est un mode pragmatique, une pratique qui a à voir avec la capacité d'improviser pour protéger la vie ; c'est donc quelque chose de concret et non d'utopique.

L'utopie ne permet pas de penser le présent, et c'est dans la vie quotidienne que l'on peut trouver le sens de cette politisation du privé qu'on nous a forcé à oublier. La citoyenneté abstraite, sans corps sexués, sans les besoins de personnes dépendantes, ne peut que produire un ordre hiérarchique et violent.

S'il y a un terrain commun à toutes les femmes qui vivent en Europe, natives ou migrantes, c'est bien celui du travail reproductif qui s'est instauré au siècle passé, avec l'image romantique du mariage hétérosexuel, une identité de citoyenne dans les États nationaux, mais une citoyenne de seconde zone parce que pensée perpétuellement comme dépendante. Même si elle ne fut pas paritaire, l'entrée massive des Européennes sur le marché du travail, un marché plus pauvre et dans beaucoup de cas « de service », a été possible, à coûts inférieurs et avec un statut plus précaire, par des travailleuses – dans la plupart des cas des migrantes – qui sont entrées dans les foyers pour remplacer les européennes dans le travail reproductif. Natives et migrantes expérimentent ainsi un accès radicalement différent à la citoyenneté et une reconnaissance partielle et conditionnelle de leurs droits sociaux et reproductifs. La possibilité de recourir ou non à l'externalisation du travail reproductif et du *care*, possibilité liée à des revenus plus ou moins importants, devient un élément toujours plus déterminant de la jouissance effective d'une liberté comme celle de mettre un enfant au monde ou de concilier travail et famille. L'expansion d'un marché du travail à bas salaire, qui tourne autour du monde des services aux personnes et de la mercantilisation du travail du *care*, a favorisé le processus de stratification de la citoyenneté féminine, à l'échelle locale comme à l'échelle globale. Le collectif espagnol *Precarias a la deriva* a inventé un néologisme, *cuidanía*, dérivé des mots *cuidado* (le *care*) et *ciudadanía* (la citoyen-

neté). Il précise que : « [...] nous définissons la *cuidanía* comme le droit à donner et à recevoir des soins sans que le soin signifie une subordination pour les femmes, ni pour aucune autre position de sujétion soignante/soignée. Si la citoyenneté est considérée dans le contrat sexuel comme dispositif hétéronormatif, la *cuidanía* subvertit ce dernier grâce à la prolifération de corps, de pratiques et de désirs pour la traduction d'autres formes de vie »²⁵.

De cette manière, me semble-t-il, on peut dépasser le hiatus qui existe entre autochtones et migrantes, entre citoyennes d'un État européen et citoyennes d'un autre État, en évitant un accès radicalement différent à la citoyenneté et une reconnaissance partielle et conditionnelle des droits sociaux et reproductifs. Mais mettre au centre de la constitution de la citoyenneté le travail reproductif et les droits qui en découlent signifie redessiner un *welfare* européen parce que le *care* et la reproduction nécessitent des services et des institutions publiques qui fonctionnent afin de créer les conditions de la jouissance d'une bonne qualité de vie pour toutes et tous, modifiant l'idée d'un citoyen autonome et sans attaches.

Les revendications de NUDM dans sa plateforme de lutte d'il y a déjà quelques années s'articulent dans ce sens : contre la violence des conditions de vie il est nécessaire de créer des contenus matériels de la citoyenneté, un salaire européen minimum, la reconnaissance du travail de reproduction, un revenu de base inconditionnel pour tous et toutes, un *welfare* qui garantit les besoins vitaux.

Ces réflexions se greffent sur l'élaboration d'une manière alternative de penser la politique qui parte des besoins, de la corporéité, de son rapport de dépendance par rapport à l'environnement naturel et social, des conditions matérielles qui rendent possible la reproduction sociale.

Considérant que la reproduction sociale se réfère à la reproduction de l'espèce, à la reproduction continue de la force de travail et aux conditions environnementales de la création et du maintien de la vie individuelle et collective, des quartiers, des communautés et des États, il devient fondamental de réécrire un « contrat sexuel » qui revisite la division sexuelle du travail reproductif à l'échelle globale et la citoyenneté des femmes qui est encore fortement stratifiée aux niveaux national et européen. ■

- 1 Traduit de l'italien par Marc Rayet
- 2 Robert Musil, *L'homme sans qualités*
- 3 Cf. Alisa Del Re, « Per una cittadinanza europea delle donne » in Dino Costantini, Fabio Perocco, Lauro Zagato (dirs.), *Trasformazioni e crisi della cittadinanza sociale*, éd. Ca' Foscari, 2014, p. 151-166.
- 4 Cf. Saskia Sassen, *Una sociologia della globalizzazione*, Einaudi, 2008.
- 5 Cf. Maria Luisa Boccia, *La differenza politica*, Il Saggiatore, 2002.
- 6 La citoyenneté européenne a été instaurée en 1992 avec le Traité de Maastricht qui a établi que « est citoyen de l'Union quiconque a la citoyenneté d'un État membre » (art. 8). En 1997, le Traité d'Amsterdam (entré en vigueur en 1999) a intégré l'ex article 8 dans l'article 17, clarifiant mieux comment on obtient la citoyenneté européenne et la citoyenneté nationale en ajoutant le paragraphe : « La citoyenneté de l'Union constitue un complément de la citoyenneté nationale et ne se substitue pas à celle-ci ». Le Traité de Lisbonne (2009) a ultérieurement revu le statut de la citoyenneté européenne : par rapport à la version précédente, la formule « la citoyenneté de l'Union constitue un complément de la citoyenneté nationale » se voit remplacée par l'expression « la citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale ».
- 7 Cf. Andrew Geddes, *Immigration and European Integration: Beyond Fortress Europe?* Manchester University Press, 2008; Margiotta C. et Vonk O. (2010), *Nationality Law and European Citizenship: The Role of Dual Nationality*, EUI Working Papers, RSCAS 66, Robert Schuman Centre For Advanced Studies Eudo Citizenship Observatory.
- 8 Cf. T. H. Marshall, *Citizenship and Social Class*, Cambridge University Press, 1950.
- 9 Par exemple, la reconnaissance par une série d'États européens de la double nationalité en faveur des descendants d'émigrés de la deuxième, troisième et quatrième génération, comme de la part des ex-puissances coloniales pour les citoyens des ex-colonies, fait que des millions de citoyens résidant durablement hors du territoire de l'Union bénéficient des droits garantis par la citoyenneté européenne. La liberté qu'ont les États de déterminer eux-mêmes les critères d'acquisition de la citoyenneté se traduit actuellement par une opposition entre citoyens non-résidents et non-citoyens résidents.
- 10 Cf. Marisa Forcina, *Cittadinanza e non lavoro per la democrazia del terzo millennio*, www.romatrepress.uniroma3.it; Marisa Forcina, « Donne: lavoro e cittadinanza » in *Critica marxista* n° 6, 1 décembre 2006, p. 37-43.
- 11 Cf. Choisir la cause des femmes. *La clause de l'Européenne la plus favorisée*, Edition des femmes Antoinette Fouque, 2008.
- 12 J'analyserai cette question en partant d'analyses italiennes, mais qui de manière générale peuvent s'étendre au reste de l'Europe.

- 13 ETUI, *Benchmarking Working Europe 2018*, <https://www.etui.org>.
- 14 Cf. Valentina Gualtieri, «Quale lavoro», www.Ingenere.it, 23 mars 2018.
- 15 Cf. Irene Brunetti, Valeria Cirillo «Donne e mercato del lavoro in tempo di crisi, tra discriminazioni multiple e intersezionalità», Convegno annuale della Conferenza nazionale degli organismi di parità universitari, 2018, in <https://oa.inapp.org>; cf. entre autres Valentina Guarnieri, «Lavoro dignitoso, equità e inclusione», Université de Padoue, 2017.
- 16 Tout un courant du féminisme marxiste italien (je pense à Marirosa Dalla Costa, à Antonella Picchio, à moi-même et à d'autres), dans les années 1970, avait déjà défini comme «travail» la reproduction des personnes. Au début de 2012, un arrêt de la juge du travail de Venise, Margherita Bortolaso (une femme comme par hasard) avait défini une ménagère comme «travailleuse non dépendante», concédant au mari le congé parental pour les enfants dans la mesure où «les deux conjoints travaillent». Le mari, policier, s'était vu dénié ce droit par son employeur, le Ministère de l'intérieur, d'où le tribunal du travail. Par conséquent, la définition du travail domestique comme travail, et de la ménagère comme travailleuse, a aussi de nos jours une assise juridique. Une idée qui a fait son chemin.
- 17 Cf. Silvia Federici, *Calibano e la strega, le donne, il corpo e l'accumulazione originaria*, Mimesis, 2015.
- 18 Cf. Lucia Chisté, Alisa Del Re, Edvige Forti, *Oltre il lavoro domestico*, Feltrinelli, 1978-1979.
- 19 Grazia Colombo, «Per una definizione del lavoro di cura», www.accaparlante.it, 1 janvier 2001.
- 20 *Women's Forum Global Meeting dans le Women's Forum for Economy & Society*, Paris, novembre 2018.
- 21 Cf. Veronica Gago, «Este mundo ya es otro», octobre 2018, www.paginal2.com.ar, «Le dicen amor, pero es trabajo no pago». #TrabajadorasSomosTodas (nous sommes toutes des travailleuses) «sort de l'invisibilité ce travail gratuit et obligatoire, nous reconnait toutes comme productrices de valeur et en même temps dénonce la hiérarchie qui refuse systématiquement de nous reconnaître. Nous avons besoin d'organisations syndicales qui prennent en charge la reproduction de la vie en général».
- 22 Cf. Gennaro Avallone, *Sfruttamento e resistenze*, Ombre Corte, 2017, en particulier sur l'exploitation de la force de travail migrante et sur les conditions de travail souvent très dures des «badanti» (aides à domicile) étrangères qui tiennent le secteur assez délicat et toujours plus central qu'est celui de l'assistance aux personnes âgées et du soin à domicile. Kostadinka Kuneva et Tania González Peñas ont déposé au Parlement européen une résolution sur les droits des travailleuses et travailleurs du secteur domestique et du care, approuvée le 28 avril 2016. Cette avancée a signifié pour la première fois une reconnaissance formelle au niveau européen de l'importance de ce travail et de la protection des personnes qui le pratiquent, généralement des femmes et des migrants. Actuellement, dans la majorité des pays de l'Union européenne, le travail domestique, surtout s'il est pratiqué par des migrants, ne jouit pas des droits reconnus dans d'autres secteurs. Il faut signaler qu'une résolution est un instrument «faible», non coercitif, dans l'Union.
- 23 Thomas Hobbes dans *De cive*, en 1642, décrit l'état de nature comme formé d'hommes (d'hommes, pas de femmes) considérés a-historiquement comme surgis de la terre comme des champignons et arrivés à pleine maturité sans relation des uns avec les autres.
- 24 Paola Rudan «Ragazze ribelli che non si adeguano. Un'intervista a Rita Segato», *Il Manifesto*, 5 juillet 2018.
- 25 *Precarias a la deriva*, «Precarización de la existencia y huelga de cuidados», in M. Jesús Vara (éd.), *Estudios sobre género y economía*, Akal, 2006, p. 126. Cf. aussi *Precarias a la deriva*, Precarious Lexicon. Provisional European lexicon for free copy, modification, and distribution by the jugglers of life by some precarias a la deriva, traduction de F. Ingrassia, N. Holdren, *Caring Labor: an Archive*, <https://caringlabor.wordpress.com/2010/12/14/precarias-a-la-deriva-precarious-lexicon/>

Jeanneke fait sa Java, 2016, Bruxelles

